



18 OCTOBRE, DANS L'UNITE, AGISSONS PAR LA GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS

Après 4 mois de présidence Sarkozy, pour des millions de salariés actifs, retraités ou sans emplois les objectifs poursuivis sont désormais extrêmement clairs :

C'est ainsi que des projets de réforme d'une rare brutalité se succèdent.

NOUS SOMMES TOUS CONCERNES.

- **Remise en cause du code du travail** avec une aggravation des garanties pour les salariés (recodification, contrat unique, travail du dimanche, heures supplémentaires, remise en cause du droit de grève, hiérarchie des normes...);
- **Exonérations fiscales** de 15 milliards d'€ **pour les classes sociales les plus aisées.** (Rappelons que le trou de la sécu est inférieur de 3 milliards d'€ à cette délicatesse consentie à ceux qui en ont le moins besoin)
- **Privatisation d'EDF-GDF et fusion SUEZ/GDF** avec les conséquences pour les usagers (fermeture de l'agence de La Souterraine et de l'accueil physique à Guéret)
- **Libéralisation des transports ferroviaires** marchandises (fermeture de 252 gares Fret ou Wagon isolé, toutes nos gares creusoises sont concernées) et libéralisation des transports voyageurs en 2010 (sécurité amoindrie – risques d'accidents aggravés).
- **Libéralisation du secteur postal** (après la fermeture du centre de tri de Guéret et de nombreux bureau de Poste).
- Mise en œuvre de **franchises médicales** conduisant à un financement de la dépendance par les malades : plus tu seras malade, plus tu vas payer. Les couches de la population les plus démunies reporteront les soins dont elles ont besoin et en fin de compte, quand les affections se seront aggravées, elles seront plus coûteuses à soigner. Où est l'efficacité d'une telle mesure)
- **Obligation pour les hôpitaux** d'équilibrer leur budget sur leurs ressources propres (notre hôpital de Guéret est déjà en difficulté).
- **Fusion UNEDIC/ANPE** ? (chasse aux « mauvais » chômeurs).
- Après 1993 pour le **régime général**, 2003 pour la **fonction publique**, c'est 2007 pour les **régimes spéciaux**. Il s'agit bien d'une même stratégie visant en 15 ans à détruire la solidarité intergénérationnelle mise en œuvre en 1945, durée de cotisation, **40 ans, puis 41 ans dès 2008 pour tous.**
- **Absence du coup de pouce annuel au SMIC** ; Baisse du pouvoir d'achat.
- **Privatisation rampante** des universités et enseignement supérieur à plusieurs vitesses.
- Suppression de 24 000 postes de fonctionnaires, dont 11 200 dans l'éducation nationale, conduisant à une véritable remise en cause de l'égalité de traitement de l'enseignement public, les départements en zone rurale tels que la Creuse seront particulièrement touchés et de l'accessibilité aux services publics.
- **Attaques frontales contre les libertés**, (droit de grève, service minimum, loi sur l'immigration, test ADN pour le regroupement familial...).

Public, Privé, personne n'échappera à ces attaques sans précédent si nous n'agissons pas.

Le 18 octobre,

partout affirmons nos revendications en participant massivement aux grèves et manifestations.

En CREUSE : La Souterraine ► 10 h 00 Rassemblement devant la gare à l'appel de la CGT, FSU et SUD
Gueret ► 16 H 00 Rassemblement Place Bonnyaud à l'appel de la CGT, FO,FSU et SUD

**Oui, nous avons la force de les arrêter !!
Pour cela, il faut éviter les pièges tendus !!**

SARKOZY au nom de la justice propose des réformes qui poussent tout le monde vers le bas.

Certes, des injustices existent dans ce pays ! OUI, il y a des privilégiés en France !

Par exemple, le bouclier fiscal a permis de reverser aux foyers les plus fortunés une somme moyenne de 50 000 € au titre de l'impôt 2006. Qu'en sera-t-il au titre de l'impôt 2007 avec un taux d'imposition ramené à 50%.

Que dire également des scandales politico - financiers si ce n'est qu'ils dévoilent que les ressources financières existent dans ce pays pour satisfaire les besoins des citoyens privés du minimum pour vivre décemment. Que penser de cette réforme des indemnités pour chaque député non réélu pour lequel les français devront payer 417 120 €, soit une indemnisation de 6952 € par mois pendant 5 ans et le versement à vie ensuite de 20 % de cette somme alors que l'on supprime les indemnités à un chômeur qui n'aurait pas répondu à une convocation ANPE. Que dire du salaire du président du FMI qui s'élève à 1 SMIC par jour. Et on peut multiplier la liste.

SARKOZY joue sur la division des salariés pour mener sa politique à son terme.

Ne nous laissons pas abuser.

Ce n'est pas pour rien que le MEDEF juge favorablement les mesures annoncées. C'est parce qu'elle répondent à ses exigences.

OUI, il faut réduire les inégalités et faire en sorte que chaque salarié travaille mieux pour vivre plus, que chaque salarié puisse se soigner sans être obligé de compter, que chaque salarié puisse partir à la retraite avec un niveau de retraite suffisant pour vivre dignement.